



**Arrêté conjoint portant ouverture d'une enquête publique sur le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque destinée à l'alimentation de la station d'épuration « Eauvitale » à Longvic et à Dijon présenté par ODIVEA.**

**La Maire de Longvic et la Maire de Dijon**

**VU**

- le code de l'environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18, R.123-1 à R.123-24,
- le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.422-1 et suivants, R.422-1 et R.422-2
- les demandes de permis de construire n° PC 021 231 25 00091 et n°PC 021 355 25 00013 déposées le 15/07/2025 par ODIVEA, 40 avenue du Drapeau, 21000 DIJON,
- l'ordonnance E26000015/21 en date du 03 mars 2026 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Dijon désignant Monsieur Georges LECLERCQ en qualité de commissaire enquêteur,
- les pièces des dossiers soumis à enquête publique, et notamment l'étude d'impact,

**ARRÊTENT**

**ARTICLE 1er :** Il sera procédé du 21 avril 2026 à 09h00 au 21 mai 2026 à 17h00 à une enquête publique portant sur les dossiers de demande de permis de construire n°PC 021 231 25 00091 déposé en mairie de Dijon et n°PC 021 355 25 00013 déposé en mairie de Longvic par ODIVEA, 40 avenue du Drapeau, 21000 DIJON en ce qu'ils prévoient un projet unique d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance totale de 3 030 kWc sur le territoires des communes de Longvic et Dijon destinée à l'alimentation de la station d'épuration « Eauvitale ».

**ARTICLE 2 :** Le projet soumis à enquête publique porte sur le territoire des communes de Longvic et Dijon. Il est décidé que Madame la Maire de Longvic sera l'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête et d'en centraliser les résultats.

Les décisions relatives aux demandes de permis de construire relèvent de la compétence de Madame la Maire de la Ville de Longvic en ce qui concerne le permis de construire n°PC 021 355 25 00013 et de Madame la Maire de la Ville de Dijon en ce qui concerne le permis de construire n°PC 021 231 25 00091.

**ARTICLE 3 :** Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités de l'enquête publique sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête.

Le responsable du projet procède à l'affichage du même avis et dans les mêmes délais sur les lieux prévus pour la réalisation du projet (article R. 123-11, III du Code de l'Environnement). L'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixe les caractéristiques et dimensions de l'affichage.

En outre le présent arrêté et l'avis au public seront publiés par voie d'affichage. Ces publicités seront certifiées par les Maires de Dijon et Longvic.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée aux dossiers soumis à l'enquête publique avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Le présent arrêté et l'avis d'enquête publique seront également publiés sur les sites internet de la Ville de Longvic ( <https://ville-longvic.fr> ) et de la Ville de Dijon ( <https://www.dijon.fr/enquete-publique-projet-de-centrale-photovoltaïque-destinée-a-l'alimentation-de-la-station-depuration-eau-vitale-de-dijon-longvic/> )

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir la communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête (article L. 123-11 du code de l'environnement).

**ARTICLE 4 :** Monsieur Georges LECLERCQ, officier général de l'armée de l'air est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il recevra le public à la Mairie de Longvic les jours et heures suivants :

- le mardi 21 avril 2026, de 9h00 à 12h00,
- le jeudi 30 avril 2026 de 14h00 à 17h00,
- le jeudi 21 mai 2026 de 14h00 à 17h00.

Une permanence sera également tenue le samedi 25 avril 2026, de 9h00 à 12h00, à la médiathèque Michel Etiévant, 3 route de Dijon, 21600 LONGVIC.

Monsieur Jean-Marc DAURELLE est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Le commissaire enquêteur pourra auditionner toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à l'enquête publique.

**ARTICLE 5 :** Pendant la durée de l'enquête, un dossier d'enquête, qui comprendra notamment l'étude d'impact requise en application du code de l'environnement ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées sera déposé en mairie de Longvic (Mairie de Longvic, 1 Allée de la Mairie, 21600, LONGVIC), siège de l'enquête publique, où le public pourra en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture de la mairie :

- Du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00
- Le vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Toutes informations relatives à l'enquête pourront être consultées :

- Sur support papier et sur un poste informatique en mairie de Longvic
- Sur le registre dématérialisé mis en place à l'adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/7229>

- Sur le site internet de la Ville de Longvic, pendant la même durée à l'adresse suivante :

<https://ville-longvic.fr>

- Sur le site internet de la Ville de Dijon pendant la même durée à l'adresse suivante :

<https://www.dijon.fr/enquete-publique-projet-de-centrale-photovoltaïque-destinée-a-l'alimentation-de-la-station-depuration-eau-vitale-de-dijon-longvic/>

Pendant toute la durée de l'enquête, des informations peuvent être demandées à Monsieur Frédéric PIERRE (société ODIVEA) – [frederic.pierre@odivea.fr](mailto:frederic.pierre@odivea.fr) – 06 37 03 08 75.

**ARTICLE 6 :** Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions écrites :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition en mairie de Longvic
- sur le registre dématérialisé mis en place à l'adresse :

<https://www.registre-dematerialise.fr/7229>

- sur l'adresse mail suivante :  
[enquete-publique-7229@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-7229@registre-dematerialise.fr)

Les observations peuvent également être adressées par voie postale au commissaire enquêteur au siège de l'enquête (1 Allée de la Mairie, 21600 LONGVIC ). Elles devront alors parvenir en mairie avant la clôture de l'enquête et seront mises à la disposition du public dans les meilleurs délais.

Les observations peuvent être reçues, de manière écrite ou orale par le commissaire enquêteur aux jours et heures des permanences physiques fixées à l'article 4.

**ARTICLE 7 :** A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre d'enquête à feuillets non mobiles et les documents annexés sont transmis sans délais au commissaire enquêteur qui procédera à la clôture et à la signature du registre d'enquête.

**ARTICLE 8 :** Après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales, consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse.

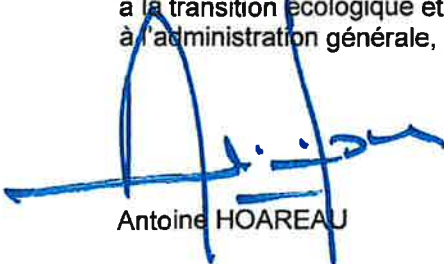
**ARTICLE 9 :** Le commissaire enquêteur adressera à la Maire de Longvic son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête.

Ces documents seront consultables pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête en Mairie de Longvic, sur le site internet de la Ville de Longvic ( <https://ville-longvic.fr> ) et sur le site internet de la Ville de Dijon ( <https://www.dijon.fr/enquete-publique-projet-de-centrale-photovoltaïque-destinee-a-l'alimentation-de-la-station-depuration-eau-vitale-de-dijon-longvic/> )

**ARTICLE 10 :** A l'issue de l'enquête publique, les maires des communes de Dijon et de Longvic pourront, chacune en ce qui la concerne, délivrer les permis de construire, assortis éventuellement de préconisations pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Longvic, le 20 MARS 2026

Pour la Maire,  
le Premier Adjoint  
délégué à l'urbanisme,  
à la transition écologique et  
à l'administration générale,



Antoine HOAREAU



La Maire de Longvic

PRÉFECTURE DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

Déposé le : 25 MARS 2026

